

Source électronique :

19 mars 2008

Une décision saluée par le PQ

Le Parti québécois s'est réjoui, mercredi, de la décision du gouvernement canadien de reconnaître officiellement l'indépendance du Kosovo.

Le Parti québécois s'est réjoui, mercredi, de la décision du gouvernement canadien de reconnaître officiellement l'indépendance du Kosovo. Le principal parti indépendantiste du pays estime, comme l'a expliqué le député **Daniel Turp**, qu'en choisissant de reconnaître le Kosovo, « le Canada prend acte de l'entrée, de plein droit et par la voie démocratique, de ce nouvel État ».

Mardi, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a déclaré que « l'évolution du Kosovo vers un État démocratique et multiethnique qui respecte totalement les droits de la personne est essentielle à la paix, à la stabilité politique et au progrès économique dans les Balkans ». Plusieurs puissances occidentales, dont les États-Unis et plusieurs pays d'Europe, ont reconnu l'indépendance du Kosovo en dépit du désaccord de la Serbie et de la Russie. Le Canada s'était quant à lui abstenu.

Plusieurs observateurs avaient attribué cette retenue au désir d'Ottawa de ne pas apporter d'eau au moulin des souverainistes québécois en reconnaissant la déclaration unilatérale d'indépendance de cette ex-province yougoslave. Rappelons cependant qu'Ottawa avait appuyé, en avril 2007, le plan de l'envoyé spécial de l'ONU pour le Kosovo. Questionné sur l'impact de cette reconnaissance sur les aspirations souverainistes au Québec, le ministre a pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas d'un « précédent » qui s'applique au Québec. Maxime Bernier a ajouté que le Kosovo est un cas unique qui ne peut être comparé à la situation qui prévaut au Québec. Son collègue ministre Lawrence Cannon a ajouté que le Parlement canadien avait déjà reconnu que les Québécois forment une nation, ce qui était déjà un geste important, selon lui.

Le nouveau député libéral de Toronto-Centre, Bob Rae, a répété que l'on ne pouvait faire aucun parallèle entre le Kosovo et le Québec. Mais pour le leader parlementaire du Bloc québécois, Pierre Paquette, il s'agit d'une ouverture intéressante tant de la part d'Ottawa que de la part de la communauté internationale. « Cela montre que la communauté internationale est sensible à la volonté d'un peuple de prendre sa destinée en main », a estimé M. Paquette.

Belgrade rappelle son ambassadeur

Le gouvernement serbe a aussitôt rappelé son ambassadeur au Canada pour consultation. La Serbie a rappelé tous ses ambassadeurs dans les pays qui ont reconnu l'indépendance du Kosovo. L'ancienne province yougoslave a proclamé unilatéralement son indépendance le 17 février dernier.

L'ambassadeur de Serbie à Ottawa, Dusan Batakovic, voit un parallèle entre les situations du Kosovo et du Québec. « Je suis très déçu par cette décision peu judicieuse qui bafoue à la fois le droit international et la souveraineté territoriale de la Serbie », a déclaré le diplomate à l'agence Reuters. Dusan Batakovic a ajouté qu'une telle mesure risquait d'avoir des répercussions sur l'unité du Canada. « Une fois qu'un précédent est créé, [...] cela provoque généralement un effet domino. D'autres s'en serviront comme précédent », a prédit l'ambassadeur serbe. M. Batakovic a annoncé qu'il déposerait une note de protestation à l'intention des autorités canadiennes, avant de retourner à Belgrade.